



AGENCIA NUEVA NICARAGUA



BULLETIN HEBDOMADAIRE NO. 105 / 29 MARS 88

" NOUS N'AVONS PAS PEUR D'UN FUTUR DE PAIX ". Quels mobiles ont amené la Contra à signer un accord à l'encontre de la volonté de Washington? Quelle part a joué le refus d'une nouvelle aide au Congrès? Le plan de Sapoa pourrait-il échouer? Quels risques signifient l'amnistie accordée aux prisonniers contre-révolutionnaires et ex-gardes somozistes? quelles chances réelles à Sapoa? sans l'appui des Etats-Unis? sans la contribution des autres pays centraméricains qui n'ont pas encore rempli leurs engagements d'Esquipulas? quels liens entre Sapoa et les récentes mesures économiques? etc... Autant de questions, autant de réponses que livre le vice-président de la République, Sergio Ramirez, et qui nous éclairent sur les tenants et les aboutissants des accords de Sapoa.

LE FSLN ET SES MILITANTS SOUTIENNENT L'ACCORD DE SAPOA. COMMUNIQUE DE L'ASSEMBLEE SANDINISTE

LIBERATION Les accords de Sapoa prévoient, comme premier pas du côté sandiniste, la libération des 100 premiers prisonniers contre-révolutionnaires. Le 27 mars, ils sont sortis de prison et dans un acte officiel en présence également de leurs familles, le ministre de l'intérieur, Tomas Borge, a expliqué la signification de cette mise en liberté.

CONFLITS DU TRAVAIL... Au début du mois de mars ont éclaté deux grèves dans la construction et dans le secteur de mécanique automobile. Des négociations avec le ministère du travail ont réglé en partie le problème, qui sera repris dans le cadre du dialogue national.

"AZUL" : UNE RARE QUINTESENCE. Le Nicaragua fête cette année le centenaire de la publication d'une oeuvre majeure du poète nicaraguayen Ruben Dario, "Azul". Ce livre marque le début de la modernité dans la littérature hispanoaméricaine. Héritier des symbolistes et des parnassiens français, et nourri de l'expérience humaine, "Azul" fait souffler un esprit neuf et universel et par là permet le retour à l'inspiration nationale. C'est pour cela que la commémoration du centenaire de sa publication revêt, pour le Nicaragua, une importance particulière.

LE SALVADOR: LA VITRINE DEMOCRATIQUE VOLE EN ECLAT . Après le scrutin du 20 mars, le tribunal électoral chargé de vérifier la régularité du vote, a recompté les voix. Miracle: des milliers de bulletins surgissent dans des circonscriptions où on ne les attendait pas. ARENA, qui perdrait des voix s'insurge et crie au loup. Truqué ou pas, le résultat le plus important n'est-il pas que presque 55 % des électeurs n'ont pas participé au vote ?

EN BREF :

- DANIEL ORTEGA DENONCE LES PRESSIONS DE R. REAGAN
- LES TROUPES ETATSUNIENNES QUITTENT LE HONDURAS
- LE MINISTRE HONDURIEN DES RELATIONS EXTERIEURES JUSTIFIE LA PRESENCE MILITAIRE ETATSUNIENNE
- MIGUEL DE LA MADRID : IMPOSSIBLE DE RESTER INDIFFERENT
- RESTRUCTURATION DU MIDINRA (MINISTERE DE LA REFORME AGRAIRE)
- REDUCTION DES STRUCTURES CENTRALES DU FSLN
- HONDURAS : UNE POLITIQUE ECONOMIQUE DEPENDANTE
- DE L'USAGE DE "ETATSUNIEN"

LA SEMAINE PROCHAINE NOTRE BULLETIN HEBDOMADAIRE NE PARAITRA PAS.
JOYEUSES PACQUES !

40 P 11481

NOUS N'AVONS PAS PEUR D'UN FUTUR DE PAIX

par Marcio Vargas.

Ville de Mexique, 27 mars, (ANN). Après sept années de guerre, les armes pourraient s'être tues à tout jamais au Nicaragua. C'est en tout cas l'espoir et la possibilité qu'ont fait naître les accords d'un cessez-le-feu signés le 23 mars entre le gouvernement sandiniste et la Contra, dans une petite localité proche de la frontière du Costa Rica, Sapoá.

Sergio Ramirez, vice-président de la République, a été en quelque sorte "l'envoyé spécial" du gouvernement chargé d'expliquer au Mexique le cours des événements avant et pendant les conversations de Sapoá, qualifiées par les Nicaraguayens de "historiques et extrêmement importantes".

Avocat de formation, cet homme de 45 ans est un des écrivains les plus connus de la littérature nicaraguayenne contemporaine. A la mi-mai sortira son dernier roman "Témoin divin", en Espagne. Mais l'heure n'est pas à parler d'art.

Dans une interview accordée à Mexique à l'ANN, Sergio Ramirez analyse les causes qui ont conduit les contras à souscrire à un accord - réaliste et juste - avec le gouvernement du Nicaragua.

" Nous n'avons absolument pas peur du futur, nous sommes prêts à l'assumer " s'est-il exclamé au milieu de l'entrevue, dont vous soumettons le texte intégral.

ANN: Il y a une question que tout le monde se pose: pourquoi la Contra a-t-elle signé les accords de Sapoá? Selon le gouvernement du Nicaragua, qu'est-ce qui aura motivé des forces organisées, financées et dirigées par les Etats-Unis, à signer un accord qui est en contradiction ouverte avec la stratégie de Washington?

S. Ramirez: Je crois qu'il y a là une approche de la réalité dans la situation actuelle, je dirais, une appréciation objective des possibilités de la guerre et du cadre dans lequel la guerre s'est déroulée ces dernières années. La mise en échec du projet révolutionnaire par les armes n'est plus possible. Depuis longtemps déjà, pour nous cela était clair.

Et les événements nous ont donné chaque fois davantage raison. La politique de l'Administration Reagan s'est de plus en plus dégradée, d'abord pour cause de discrédit sur le plan international, puis pour son incapacité à créer un consensus interne aux Etats-Unis. Sans même parler de consensus, les lézardes dans la société étatsunienne sont devenues toujours plus évidentes. A un moment où l'Administration Reagan se prépare à devoir céder sa place à la Maison Blanche, c'est un élément déterminant

qui a convaincu les dirigeants contre-révolutionnaires qu'il était nécessaire de trouver un accord réaliste et concret.

ANN: Est-ce que le refus du Congrès de renouer l'aide militaire aux contras aura joué un rôle direct ?

S. Ramirez: C'est un des facteurs dont je parlais en me référant à l'état de la politique extérieure de R. Reagan qui n'a pas gagné ce consensus face au leadership du parti démocrate dans la Chambre des représentants, lequel se montre chaque fois plus téméraire et remplit les vides que l'Administration Reagan produit en Amérique centrale.

Ainsi tous ces tours de force comme l'envoi de troupes au Honduras et de réponses menaçantes n'ont pas trouvé d'écho, ni aux Etats-Unis, ni dans la communauté internationale. Personne dans le monde n'est disposé à donner son soutien aux aventures militaristes de R. Reagan en Amérique centrale, pas plus qu'à ses rodomontades. Cela vaut aussi pour le Congrès, qui, sachant les jours de Reagan comptés, cherche à faire pencher la balance en sa faveur.

Mais surtout il est préoccupé par cette présence de troupes et par l'éventualité de voir des soldats étatsuniens en position de combat dans une région déjà chaude, à présent chauffée à blanc. Cela explique que les gens aux Etats-Unis descendent dans la rue pour protester, mais aussi le peu de réceptivité manifestée par le Congrès. Et c'est ce cadre qui s'offre pour les négociations.

Je crois qu'un espace très important d'entente s'est ouvert et qu'il va au-delà des intérêts mêmes des Etats-Unis, des intérêts de l'Administration Reagan qui, à présent, se montre réticente à accepter les accords ou pour le moins déçue.

Et elle s'obstine à réclamer une aide militaire pour ces forces, qui, elles, n'en veulent plus, car dans les accords, il est écrit qu'elles accepteront uniquement une aide humanitaire. C'est un sérieux revers que subit cette politique, mais loin de chanter victoire sur l'Administration Reagan, nous voulons plutôt le voir comme un moment propice pour négocier un accord de fond avec les Etats-Unis.

Avec insistance nous leur rappelons qu'ils avaient dit que, dès que nous nous assoirions à la table des négociations avec la Contra, ils se mettraient à parler directement avec le Nicaragua. C'est fait, nous avons des accords en main.

Il ne faut donc pas prendre de retard pour établir ce dialogue direct qui, lui, jettera pour le futur les bases de relations stables entre les deux pays et qui contribuera à stabiliser la région centraméricaine. Nous ne dédaignons pas l'opportunité de conclure cet accord avec l'Admini-

stration Reagan, nous ne voulons pas attendre que celle-ci quitte la Maison Blanche pour garantir cet accord.

ANN: Le plan de Sapoá a-t-il des chances réelles d'échouer, et dans l'affirmative, quelles sont-elles ?

S. Ramirez: Ce plan va être soumis dans les semaines à venir à l'épreuve du feu. L'accomplissement des accords requiert un grand sérieux de part et d'autre. Nous y attachons nous-mêmes un esprit de sérieux absolu et méticuleux.

L'Assemblée nationale a approuvé la libération des 100 premiers prisonniers contre-révolutionnaires (ils ont été libérés le 27 mars n.d.l.t.). Et comme le prévoient les accords, nous sommes en train de préparer la série de négociations militaires qui permettront de définir les zones de concentration des forces contras.

La première rencontre est fixée au 28 avril à Sapoá. Sur la base du calendrier et du programme d'actions établies, nous suivrons rigoureusement tous les pas. Nous attendons que les autres parties soient aussi conséquentes et nous espérons qu'il n'y aura ni interruptions, ni embûches, bien que nous sachions que des tentatives seront faites dans ce sens, pour la simple raison que l'Administration Reagan boude la signature de ces accords. Mais il est nécessaire de s'y tenir.

ANN: Aux Etats-Unis, et surtout dans les médias liés aux services de renseignements, court la version qu'une fois que les contras seront dans les zones de concentration, à définir, le gouvernement nicaraguayen prévoit de les éliminer physiquement.

S. Ramirez: Quelle absurdité ! Nous allons honorer ces engagements tels qu'ils ont été signés. Nous ne jouons pas à tendre des pièges. La Direction nationale, appuyée par tous les militants et par l'Assemblée sandiniste, a sanctionné ces accords, le peuple du Nicaragua fait la même chose.

Pour la première fois, on est parvenu à un consensus national dont sont parties prenantes tous les secteurs de la vie politique et sociale du pays: la Coordinadora (groupement de droite, CDN), les partis d'opposition au Front sandiniste et toutes les organisations de masse. Je le répète: nous allons suivre ces accords au pied de la lettre.

ANN: La libération de tant de prisonniers contras et ex-gardes somozistes qui vont pouvoir se promener en toute tranquillité dans le pays n'effraie-t-elle pas la population, mais aussi le gouvernement sandiniste ?

S. Ramirez: A l'instar de la Direction révolutionnaire du Nicaragua, nous sommes en ce moment en train de faire une évaluation, en toute sérénité, des circonstances qui entourent ces accords.

Nous pensons qu'il y a des risques, qu'il y aura des tensions dans le futur. Mais tout risque ou toute tension qui apparaissent hors du cadre d'une guerre sont préférables à la continuation d'une guerre qui saigne le pays. Nous auront place pour une participation active, toutes les forces politiques, celles déjà présentes avant dans la lutte civile, et celles qui, maintenant qu'elles auront déposé les armes, entreront à leur tour dans cette lutte. Nous n'imaginons pas que cela va se faire, dès le début, de manière fluide. Comme je le disais, des contradictions et des tensions vont surgir.

Ce sera une lutte difficile, mais dans la mesure où cet affrontement se maintiendra dans le cadre civique, c'est cette forme que nous préférons et celle que veut le peuple du Nicaragua.

ANN: Quelles chances de réussite donnez-vous aux accords de Sapoá ?

S. Ramirez: Nous avons l'aval des deux parties et c'est ce qu'il faut renforcer. Comment? par un consensus national interne d'abord, et maintenant les conditions pour obtenir un tel soutien sont bonnes. Puis, par un consensus international qui est à présent multilatéral et actif. Et enfin, par un consensus politique interne aux Etats-Unis, ce qui aidera à abandonner les réticences face aux accords.

ANN: Pourra-t-on faire progresser l'application et la consolidation du plan de paix sans l'appui des Etats-Unis ?

S. Ramirez: Actuellement, sans l'appui de l'Administration Reagan, je crois que c'est possible. Pour cela, il faut isoler sa volonté guerrière.

ANN: Les autres pays d'Amérique centrale n'ont toujours pas rempli leurs engagements d'Esquipulas. Croyez-vous que ce que vous appelez la paix définitive au Nicaragua pourra être gagnée si les autres pays ne font pas évoluer leurs positions ?

S. Ramirez: A mon avis, un processus d'ajustement vers un accomplissement total des accords de paix doit se poursuivre à l'intérieur de l'Amérique centrale. Les gouvernements centraméricains y sont obligés. En outre, il me semble que, quand toutes les pressions, justes ou injustes, qui ont pesé sur le Nicaragua auront été dégagées du fait que le Nicaragua a rempli ses engagements, il appartiendra aux gouvernements centraméricains à la traîne de faire le nécessaire.

Pour notre part, nous avons pratiquement atteint un record de 100 % dans toutes les rubriques: cessez-le-feu, amnistie, dialogue, démocratisation, fonctionnement de la Commission nationale de réconciliation, et ceci confère au Nicaragua une autorité morale pour exiger des autres signataires d'Esquipulas l'application de ces accords.

Ann: Outre l'autorité morale, peut-on progresser vers la paix totale au Nicaragua ou y parvenir même si les autres pays ne respectent pas Esquipulas ?

S. Ramirez: Il y a, je crois, à l'intérieur du traité d'Esquipulas des interrelations nécessaires, mais aussi des actions à mettre en oeuvre de manière indépendante. Le fait qu'au Salvador un accord sur le cessez-le feu ne soit toujours pas acquis entre le gouvernement et les forces révolutionnaires n'empêche pas le Nicaragua de mettre la dernière touche à un accord qui a pour nom "la paix".

ANN: J'aimerais insister sur ce point, car à Esquipulas on envisageait, au-delà de l'application des accords, la poursuite de négociations sur la sécurité et sur le contrôle des armements en Amérique centrale.

S. Ramirez: C'est une étape qui s'ouvre précisément maintenant et dans laquelle le groupe des Huit (groupe Contadora et groupe d'appui) devra jouer un rôle déterminant. Car il s'agit à présent d'établir la sécurité des frontières et cela demande que le Honduras s'en tienne aux accords, qu'il cesse d'accueillir les forces contras sur son territoire. Et il s'agit aussi de négocier sur la limitation des armements dans la région.

ANN: La réforme monétaire et d'autres mesures de choc prises au Nicaragua semblaient être la façon de faire face aux grands dégâts causés par la guerre et à la situation économique que vivait le pays. Comment ces mesures économiques s'adaptent-elles à la nouvelle conjoncture née de Sapoá ?

S. Ramirez: Une fois que la possibilité d'un cessez-le-feu définitif deviendra réalité, les mesures économiques adoptées, la réforme monétaire, la lutte contre l'inflation, devront entrer dans une seconde phase que favorisent justement les nouvelles données. Cette deuxième phase signifie un appui financier et économique de la part de la communauté internationale pour renforcer ces réformes économiques.

ANN: Vous êtes écrivain, et les écrivains ont le talent de résumer en peu de mots un fait et son futur. Comment décririez-vous l'avenir d'un Nicaragua en paix ?

S. Ramirez: Je le vois comme un exemple vivant, pour l'Amérique centrale et pour toute l'Amérique latine, d'un petit pays qui, s'il a été capable de mettre en échec une politique d'agression grâce à toutes ses énergies investies, mais aussi au prix de beaucoup de sang versé, ne connaîtra aucun empêchement, aucune limitation pour transférer ces énergies dans la reconstruction économique du pays et dans le projet d'ensemble de développement national. Nous avons tous les éléments en main pour cela, nous sommes formés, nous avons la volonté, l'intelligence, la capacité d'organisation. Nous avons aussi cet élément indispensable qu'est la participation popu-

laire d'un peuple doué d'une conscience politique qui va se fortifiant, une population prête à assumer l'avenir. Voilà ma vision. Nous n'avons pas peur d'un futur de paix.

LE FSLN ET SES MILITANTS APPUIENT L'ACCORD DE SAPOA

COMMUNIQUE DE L'ASSEMBLEE SANDINISTE

La Direction et les militants du FSLN, à l'issue d'une réunion qui a eu lieu le 25 mars, ont donné à connaître le communiqué suivant, qui synthétise leurs délibérations sur Sapoá et la paix au Nicaragua et en Amérique centrale.

La Direction nationale du Front sandiniste de libération nationale et les militants sandinistes expriment leur appui total à l'accord de Sapoá, signé le 23 mars entre le gouvernement du Nicaragua et la direction de la contre-révolution.

La signature de l'accord jette les bases nécessaires pour travailler en faveur de la paix ferme et durable au Nicaragua.

L'accord de Sapoá affirme la souveraineté, l'autodétermination, l'indépendance et la volonté de paix et de démocratie du gouvernement légitimement constitué du Nicaragua, qui défend le programme et le plan de lutte du Front sandiniste.

Le Front sandiniste continuera à défendre le droit des travailleurs, le droit à la liberté d'expression des ouvriers, des paysans et de tous les secteurs sociaux et économiques de la nation.

Le Front sandiniste soutient l'accord de Sapoá qui ne remet pas en question les fondements et les transformations du processus révolutionnaire, qui ancre dans la constitution le pluralisme politique, l'économie mixte et le non-alignement.

Le Front sandiniste appelle tout le peuple héroïque du Nicaragua à demander, de façon énergique, l'exécution de l'accord de Sapoá par la direction contre-révolutionnaire et son respect par le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

Le Front sandiniste exige du président des Etats-Unis et des partis démocrate et républicain qu'ils cessent tout type d'aide et qu'ils se montrent respectueux de l'accord signé à Sapoá.

Le Front sandiniste exige du gouvernement des Etats-

Unis le retrait des troupes étatsuniennes qui ont été envoyées au Honduras, dans un acte de défi ouvert à l'effort de paix.

Le Front sandiniste exhorte le gouvernement du Honduras à ne pas accepter d'être l'instrument de la politique étatsunienne, au moment où l'Administration Reagan essaie de créer des tensions dans les relations entre le Honduras et le Nicaragua, inventant des invasions pour justifier ses plans d'agression, y compris directe, contre le Nicaragua.

Le Front sandiniste, en soutenant l'exécution de l'accord de Sapoá, exhorte les gouvernements centraméricains à accomplir le plan de paix d'Esquipulas II, comme le fait le Nicaragua.

Le Front sandiniste appelle les ouvriers, les paysans et tout le peuple nicaraguayen à continuer à impulser les tâches dont la nation a besoin, dans la défense militaire, économique, politico-idéologique et politico-diplomatique face à la politique agressive que, dans tous les domaines, les Etats-Unis mènent contre le Nicaragua.

Le Front sandiniste exige du gouvernement des Etats-Unis le respect du jugement de la Cour internationale de justice de la Haye en cessant immédiatement tout type d'agression directe, indirecte ou cachée contre le Nicaragua et en procédant à l'indemnisation du peuple nicaraguayen pour les dommages causés en pertes de vies humaines, en blessés et mutilés, et en destructions de l'économie. Egalement, il exige l'arrêt immédiat de l'embargo économique.

Le Front sandiniste exhorte le gouvernement des Etats-Unis à établir le dialogue direct avec le gouvernement du Nicaragua pour normaliser les relations politiques, diplomatiques, économiques et commerciales entre les deux nations.

1988: Pour une paix digne. Patrie libre ou mourir !

Managua, le 25 mars 1988.

LIBERATION DES 100 PREMIERS PRISONNIERS CONTRE-REVOLUTIONNAIRES

par Arqueles Morales.

Managua, (ANN). La première étape de l'application des accords de Sapoá, signés le 23 mars entre le gouvernement et la Contra, passe par la libération des 100 premiers prisonniers contras. Le dimanche 27, les Sandinistes ont assumé leur responsabilité.

"La mesure trouve sa justification dans la nécessité de la paix, dans la capacité sandiniste d'être généreux avec les ennemis" a expliqué le ministre de l'intérieur, Tomas Borge, qui a pris la parole devant les amnistiés et leurs familles au centre pénitencier dans la banlieue de Managua. "C'est parce que nous sommes suffisamment forts pour le faire. Et puis, si cela contribue à sauver une seule goutte de sang nicaraguayen, cela en aura valu la peine".

L'amnistie pour ces 100 personnes choisies par les dirigeants de la Contra représente le premier pas dans l'application des accords de Sapoá. En contre-partie, les contras se sont engagés à déplacer leurs forces, entre le 1er et le 15 avril, dans des zones que des commissions techniques sont en train de définir, ainsi qu'à parvenir, pendant la trêve de 60 jours, au cessez-le-eu définitif qui ouvrirait la porte à la paix au Nicaragua.

Tomas Borge, l'unique fondateur du Front sandiniste encore en vie a affirmé que le gouvernement "prend ses dispositions pour appliquer un à un les accords, car nous sommes responsables quand nous engageons notre parole, car nous ne jouons pas avec la vie et la mort de nos frères, car nous voulons réellement la paix pour les Nicaraguayens". Le dirigeant a absolument tenu à assister personnellement à l'acte officiel, estimant que la population doit comprendre et pouvoir juger les actes de la révolution.

Il a coupé court à d'éventuelles critiques sur l'amnistie accordée aux contras en faisant valoir que "dans toute négociation, il faut savoir être flexible, et pour nous, les Sandinistes, cela ne nous paraît pas trop de concéder la mise en liberté de ces 100 personnes, à partir du moment où tout cela contribue à une paix véritable". Il a cependant fait remarquer à l'adresse des amnistiés, par décret de l'Assemblée nationale, "qu'ils doivent se maintenir dans le cadre de la légalité, ce qui signifie qu'ils ont toutes les libertés, mais toutes les obligations qui incombent à chaque citoyen". (...)

"Nous autres, dirigeants sandinistes qui avons connu la prison, la torture, le meurtre de nos frères, nous donnons une preuve de plus de notre générosité. Cela ne doit pas être interprété comme une faiblesse, mais bien au contraire comme une marque de notre force politique et militaire".

Revenant sur l'enjeu de Sapoá, il a déclaré "la paix ne se négocie pas, elle se construit". Et loin d'exclure l'apparition d'obstacles aux négociations de paix, il a dit "le seul fait que cela signifie le début de la fin de la guerre confère à cet acte l'expression la plus concrète de notre vocation de paix, d'une valeur historique et d'une importance capitale".

Le ministre de l'intérieur a signalé qu'il espérait que les contras feraient "le geste élémentaire de mettre en liberté les nombreux séquestrés qu'ils ont en leur pouvoir. S'il est vrai qu'ils ont des sentiments humains et s'ils veulent bien payer de retour, encore que ce soit de façon minime, notre offre à présent concrétisée".

"L'enjeu, c'est le futur et rien d'autre. Nous ne sommes l'objet d'aucune pression. Personne ne nous oblige. Tout ce qui se dit dans ce sens est pur mensonge" a-t-il fait observer.

Il a par ailleurs rappelé que cette libération se produit "à un moment où nos forces ont obtenu des victoires militaires indéniables, des succès retentissants sur le plan international, un moment où le rapport des forces favorise la révolution".

CONFLITS DU TRAVAIL: NEGOCIATION ET CONCERTATION.

par Carlos Molinas.

Managua (ANN). Dans les semaines qui ont suivi les réformes économiques, entrées en vigueur le 15 février dernier, deux syndicats, de la construction et du secteur de mécanique automobile, ont appelé leurs adhérents à faire grève. Le mouvement a été rompu par une négociation avec le ministère du travail, et à présent, le dialogue national va se pencher sur ces problèmes.

La décision de résoudre les conflits du travail dans le cadre du dialogue national est un des points accordés le 21 mars entre le gouvernement et les partis d'opposition (texte des accords, voir bulletin no. 104). Il y est dit que le gouvernement s'engage à apporter une solution aux problèmes et qu'à cet effet seront créées des commissions mixtes formées par des représentants du gouvernement, des centrales syndicales concernées et les patrons, le cas échéant.

Il convient de se demander pourquoi ces problèmes qui touchent la vie des entreprises font l'objet de discussions entre le gouvernement et les partis politiques d'opposition. La réponse est que, mettait à profit la levée de l'état d'urgence (janvier), et comme conséquence, celle de l'interdiction du droit de grève, certains secteurs d'opposition ont voulu provoquer un mouvement de grève,

afin de faire pression politiquement sur le gouvernement. En ce sens, des organisations syndicales ont appelé à remettre en cause les nouvelles normes de réglementation du travail et des salaires qui ont été mises en oeuvre le 15 février comme une des mesures incluses dans le paquet de la réforme monétaire.

Ainsi le syndicat des charpentiers, maçons, assembleurs et similaires (SCAAS) lié à la Confédération du travail (CGTI) du parti socialiste du Nicaragua (PSN) a incité les travailleurs de la construction à se mettre en grève pour protester contre les nouvelles normes du travail introduites dans ce secteur. Le syndicat des mécaniciens et métallurgistes, dirigé par la centrale d'action et d'unité syndicale (CAUS) du parti communiste a lui aussi appelé à une grève pour demander une révision de l'échelle des salaires.

Dans un premier temps, les travailleurs des deux secteurs se sont déclarés en grève, demandant la modification des nouvelles normes et l'abolition du système national d'organisation du travail et des salaires (SNOTS), en vigueur depuis 1984. Soucieux de régler le conflit, le ministre du travail a négocié, parvenant à un accord partiel, à la suite duquel la majorité des travailleurs ont repris leur travail.

Cependant, certains dirigeants syndicaux, réticents aux négociations, ont décidé de poursuivre la grève. Le ministre du travail l'a alors déclarée illégale et plusieurs grévistes ont été arrêtés, pour "troubler l'ordre public".

La vague de grève n'a pas atteint l'ampleur escomptée. Seule une minorité a suivi l'intransigeance de ceux qui ont refusé la négociation avec des représentants du gouvernement. Depuis la levée de l'état d'urgence, c'est la première grève enregistrée. Le fait de vouloir aborder les conflits du travail dans le dialogue national cherche non seulement à apporter une solution négociée aux problèmes, mais aussi à créer des mécanismes de concertation qui éviteront le recours à des mesures extrêmes.

AZUL: UNE RARE QUINTESSENCE

par Alvaro Urtecho.

Managua, (ANN). La célébration du centenaire du livre de Ruben Dario "Azul" (Azur) sera sans doute l'événement culturel le plus important du Nicaragua en 1988. Le ministère de la culture a organisé pour cette commémoration une série d'activités auxquelles s'associeront d'éminents spécialistes de l'oeuvre de Ruben Dario, tant nicaraguayens qu'étrangers, ainsi que des intellectuels, des artistes, des étudiants, mais aussi la population. En effet, comme dans toutes les activités de ce ministère, il s'agit essentiellement de faire participer les Nicaraguayens de façon dynamique à la connaissance et à la compréhension des symboles et des valeurs les plus importants et authentiques de la culture.

Cela fera cent ans au mois de juillet 1988 qu'"Azul" a été publié à Valparaiso (Chili). La critique est unanime pour considérer ce livre comme l'oeuvre qui marque le début de la grande révolution littéraire, linguistique, philosophique, politique et éthique que l'on appelle le modernisme. Sans doute, Martí, Casal, Silva et d'autres ont senti et épié cet esprit moderne. Mais c'est seulement dans les écrits de R.Dario que nous l'observons dans toute sa plénitude et sa précision. Azul est le livre qui impose la modernité dans la langue espagnole, aussi bien en Amérique latine qu'en Espagne.

Dans cette poignée de poèmes et de contes, on trouve pour la première fois les bases d'une littérature contemporaine, c'est-à-dire pleinement universelle et cosmopolite, libérée de la chappe de plomb de la tradition puriste. "Azul" nous introduit de plain-pied dans la modernité européenne, plus particulièrement française, et de là nous ouvre le chemin de la modernité américaine: il nous mène au national par l'universel.

C'est à partir de la lecture et de l'étude des symbolistes et des parnassiens français que R. Dario parvient à créer un espace esthétique nouveau dans notre langue, marqué par la sensibilité et le rythme de la parole, l'harmonie intérieure et la musicalité du mot, un espace original et fondateur. Comme le dit Don Juan Valera dans une lettre célèbre: " Vous n'imitiez personne. Vous n'êtes ni romantique, ni naturaliste, ni névrotique, ni décadent, ni symboliste, ni parnassien. Vous avez mêlé tout cela, vous l'avez distillé dans l'alambic de votre cerveau et vous en avez extrait une rare quintessence".

Il ne fait aucun doute que la publication de "Azul" est un jalon essentiel de la culture hispanoaméricaine. Le reconnaissent même ceux qui, au début, ont rejeté l'esprit de la poésie darienne, le trouvant hétérodoxe et dissolvant. Avec "Azul", s'ouvre une ère placée sous le signe de l'idéal et du rêve, d'un esprit plus ancré dans la chair de l'expérience humaine.

Ce sont pour ces hautes valeurs de la rénovation de l'esprit que nous célébrons au Nicaragua, terre du grand poète, le centenaire de cette oeuvre extraordinaire qui a changé le cours de la littérature hispanique, transportant sur notre continent le nerf vital de la création poétique et l'avant-garde de la pensée.

Le Nicaragua, le Nicaragua sandiniste et révolutionnaire, invite les intellectuels de tous les peuples du monde à s'associer d'une façon ou d'une autre à cet événement qui, plus qu'une commémoration, est un acte, un de plus, pour affirmer notre identité et notre souveraineté indiscutable.

LE SALVADOR: LA VITRINE DEMOCRATIQUE VOLE EN ECLAT

par Pablo Hurtado.

Managua, (ANN). Le 19 mars, à la veille des élections législatives et municipales, le sous-secrétaire d'Etat aux affaires latino-américaines des Etats-Unis, Elliot Abrams, a fait l'éloge de la démocratie salvadorienne affirmant que "ces élections sont un exemple pour tout le continent". Une semaine après, alors que se sont élevées d'amères controverses et que l'on entend à chaque instant le mot " fraude ", l'exemple ne semble pas très bien choisi.

Une brève reconstitution des faits n'est pas inutile: le lundi 21, le parti démocrate chrétien a reconnu publiquement sa défaite électorale. Un Napoleon Duarte abattu est apparu à la télévision pour féliciter "les vainqueurs, que sont les candidats d'ARENA" (alliance républicaine nationaliste), parti d'extrême droite de l'ex-major d'Aubuisson. Les démocrates-chrétiens eux-mêmes reconnaissent qu' ARENA avait désormais la majorité à l'Assemblée, avec 31 des 60 sièges, tandis que la démocratie chrétienne n'avait que 24 sièges et le parti de conciliation nationale le reste.

Cependant, le tribunal électoral a recompté les votes tardivement et lentement, puisque cela a été fait pratiquement à la main - alors que même dans les pays les plus attardés on utilise l'ordinateur . Les milieux politiques d'opposition ont alors dénoncé l'apparition de milliers de bulletins correspondant à des électeurs non inscrits dans les circonscriptions en question, ce qui tend à changer les résultats. ARENA soutient qu'ils sont manipulés pour "sauver la face de la démocratie chrétienne qui n'a pas obtenu en réalité les 24 sièges qu' elle prétend avoir gagnés ". Le parti de conciliation nationale, qui se dit au centre, dénonce la même chose, déclarant que " la fraude à pour but d'affaiblir ARENA et le PCN à la faveur de la démocratie chrétienne qui paie maintenant sa mauvaise gestion du pays ".

Mais la crise de confiance dans le processus électoral déborde maintenant les limites des organisations strictement politiques: l'Association nationale de l'entreprise privée, qui soutient ARENA, a menacé Duarte publiquement, dans une publicité payante publiée dans toute la presse, "de faire une grève des chefs d'entreprise si se consomme la fraude qui se trame au sein du tribunal électoral".

L'ex-major d'Aubuisson, pour qui "le vote signifie que le peuple est d'accord avec le programme d'ARENA", lequel consiste essentiellement en un durcissement de la guerre civile contre la guérilla, a lancé un appel aux militaires "pour qu'ils fassent la preuve de leur honneur en exigeant de Duarte et de la démocratie chrétienne qu'ils respectent le vote".

Presqu'aussitôt, le chef de l'Etat major, le général Adolfo Blandon, a déclaré que les forces armées "respecteront les décisions du tribunal électoral". Mais il a significativement ajouté: "Nous considérons qu'il est logique de respecter la décision du peuple". Il a fait par ailleurs une autre déclaration, encore plus claire: "Cela me plairait beaucoup de lancer les troupes anti-émeutes contre des femmes jolies et bien habillées, parce que jusqu'à présent on ne les a lancées que contre les commères" a-t-il affirmé, faisant référence aux familles des milliers de disparus.

Quel que soit le résultat, truqué ou pas, du comptage des voix, le vote a été de toute façon une sorte de référendum ou précisément 45 % des électeurs a participé. Si l'on ajoute à cela les fortes présomptions de fraude, la vitrine démocratique dont a parlé avec fierté E. Abrams, vole en mille morceaux.

EN BREF:

DANIEL ORTEGA DENONCE LES PRESSIONS DE R. REAGAN

Managua (ANN). Le président du Nicaragua a déclaré que l'Administration Reagan exerce de fortes pressions pour que les accords de paix signés à Sapoá par le gouvernement nicaraguayen et la contre-révolution échouent.

Dans une cérémonie au cours de laquelle il a remis l'ordre A.C. Sandino au pacifiste étatsunien Brian Wilson, Daniel Ortega a expliqué que ces pressions se sont manifestées dans l'attitude de la contra, qui, lors de la réunion technique qui a commencé lundi 28 à Sapoá et qui a pour but de préciser certains aspects du cessez-le-feu.

Le chef de l'Etat a commenté que, dans la Contra, il y a des forces inspirées de la Maison Blanche qui "espèrent que le Congrès des Etats-Unis approuvera de nouveaux fonds pour continuer la guerre au lieu d'avancer dans la concrétisation de la paix". Il a annoncé qu'à ce propos son gouvernement restera vigilant.

A preuve de ses accusations, le président a informé que le lundi 28, la délégation de la Contra est arrivée avec plusieurs heures de retard et, pendant la réunion, elle s'est perdue dans des détails pour définir les zones où se concentreront ses forces, altérant les positions qu'avaient prises la direction de la Contra quand elle a signé les accords le 23 mars.

A propos de Brian Wilson, qui a eu l'an passé les deux jambes coupées par un train qui transportait des armes destinées à l'Amérique centrale, le président a déclaré: "Se trouve à nos côtés cet infatigable défenseur de la paix, un homme qui a été capable de tout sacrifier pour ses idéaux pacifistes, un homme à la trajectoire exemplaire et d'une fermeté sans égale".

LES TROUPES ETATSUNIENNES QUITTENT LE HONDURAS

Tegucigalpa, (ANN). Le lundi 28 mars, les 3200 soldats étatsuniens qui étaient arrivés le 16 mars dernier après l'annonce par Washington d'une "invasion" par l'armée sandiniste et à la demande officielle du président Azcona, sont repartis de la base de Palmerola.

"Leur assistance a été bénéfique pour le peuple et la sécurité nationale" a affirmé J. Azcona. Niant que l'envoi des troupes avait pour objectif d'aider la Contra pendant l'opération "Danto" déclenchée par l'armée sandiniste, il a fortement condamné la réaction de nombreux secteurs et hommes politiques, y compris de droite, qui avaient protesté contre la présence militaire étatsunienne, la trouvant généralement exagérée et dangereuse.

"Nous sommes fatigués de la position des Honduriens qui au lieu de soutenir une solution au Nicaragua, accusent le gouvernement hondurien de la situation interne de ce pays" a-t-il déclaré, bien qu'il lui soit difficile de nier que le Honduras abrite des bases contras et n'a pas respecté les accords d'Esquipulas qui prévoyaient leur démantèlement.

Carlos Reina, candidat aux élections présidentielles qui auront lieu l'an prochain, a critiqué l'attitude du gouvernement. "Ici, il ne doit y avoir ni troupes étatsuniennes ni contras..."

Le Honduras à une puissante armée qui chaque année nous coûte des millions " a-t-il fait remarquer.

De son côté, l'évêque de Copan, Mgr. Santos, a déclaré que "les Honduriens sont coupables" de la présence des troupes étrangères car "ils continuent à voter pour ceux qui les ont fait venir et continuent à les solliciter". Il a ajouté que si le peuple n'est pas d'accord avec cette politique, il doit exprimer ses sentiments nationaux lors des élections de 1989.

Au moment du départ des de la 82ème division et du 7ème régiment d'infanterie, une commission du Congrès était présente à Palmerola pour vérifier que les soldats repartaient avec tout leur matériel et leurs armes.

LE MINISTRE DES RELATIONS EXTERIEURES DU HONDURAS JUSTIFIE LA PRESENCE DES TROUPES AMERICAINES

Mexique, (ANN). Le ministre des Relations extérieures du Honduras, Carlos Lopez Contreras, en visite privée à Mexico, a reconnu qu'entre son pays et le Nicaragua il n'y a pas de guerre "ni même de conflit", affirmant que le problème entre les deux nations consiste en "incidents de frontière dus à l'insurrection armée qui a lieu dans les pays voisins".

Quant à la décision du Honduras de demander l'envoi des troupes étatsuniennes, "ce n'était pas pour une intervention ni pour des actions de combat, mais simplement pour dissuader " la prétendue invasion de l'armée sandiniste ".

Il a cependant averti que, selon l'évolution des conflits en Amérique centrale, le gouvernement de J. Azcona pourrait solliciter la présence militaire des Etats-Unis.

Par ailleurs, pour la deuxième fois au cours du mois de mars, le comité mexicain "Manos fuera de Nicaragua", le parti révolutionnaire des travailleurs (PRT) ainsi que le parti mexicain socialiste (PMS) ont manifesté devant l'ambassade des Etats-Unis pour exiger le retrait immédiat des soldats étatsuniens du Honduras.

MIGUEL DE LA MADRID: IMPOSSIBLE DE RESTER INDIFFERENT.

Mexique, (ANN). Le président mexicain Miguel de la Madrid a affirmé que l'on ne peut tolérer ni observer avec indifférence que l'on pousse à un conflit, avec son cortège de morts et de destructions, pour garantir de prétendus intérêts stratégiques au détriment de la souveraineté des peuples, ni que l'on s'acharne à imposer des solutions militaires au lieu de concertations diplomatiques en Amérique centrale.

Dans un dîner officiel offert au président du Guatemala Vinicio Cerezo, dont c'est la troisième visite à Mexico, M. de la Madrid a insisté sur le fait qu'il n'échappe à personne que la généralisation du conflit en Amérique centrale provoquerait des "perturbations et des déséquilibres qui menacent nos institutions".

Le chef de l'Etat a déclaré, faisant allusion aux Etats-Unis, qu'aucun Etat ne peut prétendre à la vérité en politique, car il n'existe pas de paradigme unique d'organisation sociale, et que la démocratie ne peut être imposée de l'extérieur mais doit surgir du peuple lui-même. Il a ajouté que le Mexique et le Guatemala continueront leurs efforts pour parvenir à la pacification de l'isthme, objectif indispensable pour que les peuples de la région puissent venir à bout du sous-développement économique et social qui est la véritable origine de l'instabilité. "Ce sont les instruments du développement et non les armes qui résoudront le conflit centraméricain".

De son côté, Vinicio Cerèzo a affirmé que son gouvernement est disposé à faire tout ce qui sera possible "pour que toutes les nations du monde apprennent à nous respecter". Il a signalé que la communauté internationale doit se rendre compte que les pays centraméricains ont le droit de prendre le chemin de l'histoire et de contribuer à ce que les autres peuples du monde soient aussi acteurs de leur propre destin".

RESTRUCTURATION DU MIDINRA

Managua (ANN). Dans la continuité des mesures de transformations économiques commencées en février avec la réforme monétaire, le ministère du développement agropastoral et de la réforme agraire (MIDINRA) va devenir l'institution qui régira tous les producteurs du pays, sans distinction du régime de propriété.

Dans la nouvelle structure, l'institution centrale se consacrera aux fonctions de planification, de normation et de formation technologique des différents secteurs de la

production agropastorale. Le ministre Jaime Wheelock a annoncé la création de blocs d'entreprises sous forme de corporations et a informé que la direction générale de gestion des entreprises, créée pour les diriger, sera à la charge d'Emilio Baltodano, nommé vice-ministre.

Ont été fondées pour le moment 10 corporations agro-industrielles: celles du sucre, de la banane, du tabac, de la viande, du lait, de l'aviculture, de l'élevage porcin, du riz, des fruits et légumes et de la forêt.

Pour la concertation avec les propriétaires privés et l'encouragement des cultures d'intérêt national, existe désormais la commission nationale du coton, celle du café et celle de la viande. Seront créés par ailleurs l'office du riz et l'office du sorgho.

Un des aspects fondamentaux de la restructuration du MIDINRA sera le renforcement de l'attention aux paysans, qui donnera priorité aux régions où ils sont en nombre important.

Pour cela, on a créé le poste de coordinateur du programme national d'attention aux paysans confié à Yvan Gutierrez et celui de responsable des politiques et de la formation de ce secteur, auquel a été nommé Orlando Nuñez. Les délégations régionales du MIDINRA s'occuperont principalement du mouvement paysan et seront promotrices du développement coopératif.

Jaime Wheelock a confirmé le maintien de la direction de la réforme agraire et d'aide au développement paysan, ainsi que celles de la planification et de l'approvisionnement technique et matériel. Il a annoncé la réorganisation de la direction générale de l'agriculture, sous la responsabilité d'Alvaro Fiallos et celle de l'élevage sous celle de Julio Castillo.

Le programme alimentaire national, dont les projets passent à la réforme agraire, conserve ses fonctions de sécurité alimentaire et de supervision des programmes alimentaires. Quant aux ressources naturelles, le ministre a informé de la fermeture d'IRENA (institut national de ressources naturelles) et de la création d'une direction générale qui s'occupera de ce secteur.

REDUCTION DES STRUCTURES CENTRALES DU FSLN

Managua (ANN). Alors que l'on procède, dans toutes les sphères de la vie nationale, à des mesures de réajustement et de réduction, le FSLN a décidé de fonder les secteurs de l'organisation et de l'éducation politique en un seul qui portera le nom de département de l'organisation. Il sera dirigé par Luis Enrique Figueroa et Vanessa Castro (responsable adjointe).

Dionisio Marengo, jusqu'alors ministre attaché au secrétariat de la planification et du budget, a été nommé responsable du département de l'agitation et propagande, en remplacement de Carlos Chamorro, qui se consacra entièrement à sa charge de directeur de "Barricada" (organe officiel du FSLN).

L'institut d'étude du sandinisme a été dissout et la documentation historique du FSLN passera à l'institution gouvernementale que désignera le gouvernement pour conserver le patrimoine historique national.

De même, la comandante Laetitia Herrera laisse ses responsabilités à la direction des comités de défense sandiniste (CDS) pour exercer à temps complet sa charge de vice-présidente de l'Assemblée nationale. A la tête des CDS, le FSLN a nommé le comandante Omar Cabezas. Quant à Flor de María Monterrey, qui était directrice de l'institut d'étude du sandinisme, elle fera désormais partie du comité exécutif national des CDS.

HONDURAS : UNE POLITIQUE ECONOMIQUE DEPENDANTE

par Misael Barrios

Tegucigalpa, mars (ANN). La politique économique encouragée par le gouvernement de Jose Azcona, président du Honduras, est déterminée par les intérêts d'organismes internationaux qui imposent des conditions, si l'on en croit l'avis des observateurs.

Il est possible que l'objectif principal de ces organismes parmi lesquels on trouve la Banque mondiale et l'Agence internationale de développement (AID) soit que le gouvernement hondurien puisse assurer le paiement de sa dette extérieure.

D'après les données préliminaires de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes de l'ONU (CEPAL), la dette extérieure du Honduras s'élève à 3,1 milliards de dollars et enregistre un accroissement de 7,3 % en 1987.

La relation entre les intérêts remboursés et les exportations de biens et de services qui atteignait 15,5 % en 1986, est passée à 16,5 % l'an dernier, toujours selon le CEPAL.

Les observateurs affirment que la pression exercée par les organismes internationaux est forte, notamment sur la politique fiscale, dans le but de réduire le déficit. Dans ce sens, J. Azcona, qui s'oppose au Congrès hondurien en exécutant les orientations de la Banque mondiale, a proposé l'introduction d'impôts sélectifs à la consommation, l'annulation d'exonérations, l'augmentation de l'impôt sur les ventes. Il a affirmé la nécessité d'établir des plafonds pour le budget des ministères et des institutions de l'Etat, ainsi qu'une restriction des transferts entre les ministères.

L'AID avait élaboré un projet de primes à l'exportation, mais le président Azcona a critiqué cette ligne car elle ne contribuerait pas à la réduction du déficit fiscal.

Le rapport annuel de la BID (1987) a retenu comme cause du déficit fiscal hondurien précisément les aides à l'exportation ainsi qu'une baisse générale des impôts et d'autres aspects comme la chute du cours international du café.

Ce rapport indique que les intérêts de la dette extérieure ont augmenté à cause du non-paiement de leurs crédits par les entreprises publiques, ainsi que du subventionnement de la production et de l'exportation de la viande et de la consommation d'eau.

Le ministre de l'économie lui-même a reconnu que les mesures adoptées par J. Azcona "sont une condition posée par des organismes internationaux pour attribuer une aide au Honduras.

DE L'USAGE DE "ETATSUNIEN".

Par souci d'exactitude géographique, historique et politique, nous utiliserons désormais l'adjectif "etatsunien" pour désigner les habitants des états-unis. (cet adjectif figure dans le "Robert", le "Dupré" et le "J.rousse" en 5 volumes). En effet, le terme "américain" concerne l'ensemble des peuples du continent, quant à "Nord-américain", il englobe les Etatsuniens et les Canadiens. "Etatsunien" admet une deuxième orthographe "étasunien".

Nous remercions le comité de Toulouse pour l'envoi d'une documentation fournie à ce sujet.

L'agence de presse du Nicaragua, ANN Agencia Nueva Nicaragua, Apartado 435, Managua, Nicaragua. Tel. 505-2-2'32'78. Telex: 375-1081, publie également des bulletins hebdomadaires, en allemand et en anglais. Directeur: Roberto García Bozo.

Prix d'abonnement pour particuliers : sfr 80.--/ff 300.--
pour comités de solidarité : sfr 200.--/ff 500.--

Vous pouvez vérifier la durée de votre abonnement par le biais du numéro du bulletin qui figure au-dessus de votre nom sur l'étiquette d'envoi.

Editeur: Martin Muheim. Rédactrice responsable à Zurich: Alma Noser. ANN Agencia Nueva Nicaragua, case postale 236, CH-8042 Zurich.

